

Marianne 15 au 21 mars 2019

Sur le livre de Zeev Sternhell

Y a-t-il eu un fascisme français dans l'entre-deux-guerres ? La controverse reprend à l'occasion de la sortie de *"l'Histoire refoulée"*, de Zeev Sternhell.

Retour sur une polémique toujours brûlante. PAR EMMANUEL LEMIEUX

« La guerre ? Eh bien, si tenir tête aux racontars et aux mesquineries de Michel Winock, Jean-Noël Jeanneney, Serge Bernstein, c'est la guerre, je veux bien la continuer longtemps ! » s'esclaffe l'historien israélien. Ses prises de position ont le don de faire monter la température. Zeev Sternhell ne débat pas, il déborde. La liste est longue, de ses accrochages. A 84 ans, ce colosse de Galicie polonaise, rescapé des pogroms de Pologne et d'Ukraine, reste un combattant à l'œil ironique, à la dent dure et au sourire de gamin. Il sait cultiver le narcissisme charmeur de l'auteur, la rouerie du mandarin universitaire et la dureté du silex. La castagne, l'ancien officier dans l'infanterie puis dans les blindés de Tsahal (conflits de Suez, des Six-Jours, du Liban) connaît. Dans son propre pays, ce cofondateur de *La Paix maintenant*, éditorialiste à Haaretz contre l'occupation des territoires palestiniens, a réchappé à un attentat à l'explosif en 2008.

Il est de passage à Paris, cette ville qu'il aime tant, pour assurer le lancement d'un ouvrage qu'il a dirigé et qui lui tient à cœur, *l'Histoire refoulée*. Sous sa houlette, de bons spécialistes anglo-saxons (Caroline Campbell, Samuel Kalman, Chris Millington, Kevin Passmore), ou français (Laurent Kestel et Didier Leschi) rafraîchissent leurs dossiers sur l'existence tangible d'un fascisme français AOC durant les années 30. Il s'emploie également à décrire - ou dénoncer - les mécanismes de « refoulement » de cette passion française. Refoulement ? *« Lorsque des historiens affirment qu'il n'y a jamais eu de fascisme français et occultent complètement une formation comme les Croix-de-Feu, devenue le Parti social français, oui, on peut parler de refoulement »*, juge Sternhell.

Depuis des décennies se déroule entre deux camps une querelle intellectuelle sourde, mais nourrie et rageuse, surprenante, où tous les coups, tous les arguments, surtout d'autorité, sont permis et où les noms d'oiseaux rasant les pâquerettes. Il y eut tout d'abord le jeune Zeev Sternhell, remarqué pour sa thèse sur Maurice Barrès, puis encensé avec son désormais classique et admiré *la Droite révolutionnaire, 1885-1914*, bichonné par l'historien Michel Winock qui le publia volontiers au Seuil en 1978. Mais tout se gâte en 1983, avec *Ni droite ni gauche : l'idéologie fasciste en France*. Thèse : les intellectuels des années 30 ont fabriqué le sucre de synthèse d'une droite révolutionnaire et anti-Lumières, nationaliste et antisémite, qui aura influencé intellectuellement toutes les droites. Disparu en 2007, le théoricien des trois droites (orléaniste, bonapartiste et légitimiste) n'en

voyait pas une quatrième. Des générations entières depuis les années 50 se sont résolues à cette idée : l'ancrage républicain a évité à la France la dérive fasciste. Le Vichy de Pétain était un paratonnerre, et celui de Laval une dérive collaborationniste. L'affirmation du jeune chercheur percute la thèse souveraine de René Rémond, patron talentueux des historiens de Sciences-Po. Pour les sternhelliens, il s'agit là d'une doxa anesthésiante et d'une insupportable histoire officielle arrangée. Pour ses détracteurs, au contraire, Zeev Sternhell exagère l'importance d'écrits venimeux de quelques intellectuels illuminés ou d'erreurs de jeunesse, et monte le phénomène en épingle.

Feu sur la "secte de Sciences-Po" !

Le livre déclenche un séisme. Levée de boucliers, vives polémiques, presse passionnée et surtout, transfuge spectaculaire, l'éditeur lui-même du livre, qui charge son propre auteur dans un article mémorable « *Fascisme à la française, ou fascisme introuvable ?* » de la revue le Débat. « *Winock était pourtant si enthousiaste, c'est lui qui a trouvé le sous-titre. Il s'est battu comme un lion, pour faire exister mon livre dans les médias. Ce n'est pas donné à tout le monde de pouvoir décrocher la une du Monde* », se souvient Sternhell.

Dans son nouveau livre, il exhume ses archives personnelles, des échanges de lettres, afin d'expliquer le divorce et de porter personnellement l'estocade à son ex-éditeur. Il campe le récit très français du coup des coulisses de l'édition et de la vie intellectuelle. Scène dramatique qui, elle, ne figure pas dans le livre: c'est au sortir du Palais de justice et d'un procès éprouvant que Raymond Aron décède. Le philosophe était venu témoigner en faveur de son ami Bertrand de Jouvenel, seul interviewer français de Hitler et brièvement rallié au parti de Jacques Doriot avant de prendre le chemin de la résistance et que Zeev Sternhell avait qualifié de « pronazi » dans son essai.

Michel Winock a donc rejoint le camp des « apologétiques » ou de « la secte de Sciences-Po ». Et succédera dix ans plus tard à René Rémond. « *Avec Rémond, on pouvait tout à fait débattre et marquer nos désaccords. Il est quand même venu trois fois pour des séminaires en Israël, se souvient Sternhell, mais les autres se sont enfermés dans leur logique.* » Trente-cinq ans plus tard, c'est la détestation mutuelle. Guerre des ego ? Pas seulement. Cette question de la réalité ou non d'un fascisme français a pris des proportions de monstre polémique : il est l'un des sujets historiques où, à partir des mêmes faits, des conclusions diamétralement opposées s'affrontent. Sternhell insiste : « *Jean-Noël Jeanneney m'a reproché de provoquer un masochisme national, de pousser à l'esprit de repentance. Moi, je suis comme tout le monde, je cherche à comprendre comment une démocratie libérale comme la France a pu s'écrouler d'un coup. Non, les Français n'attendaient pas Vichy, mais ils n'étaient pas du tout immunisés non plus. La France était imbibée,*

minée depuis des décennies par une idéologie anti-Lumières. Il ne faut pas oublier que la moitié de la population française avant-guerre était, sans que ça pose de problème, maurrassienne. »

"Le filtre du gauchisme culturel"

Les protagonistes ne se parlent plus du tout mais s'envoient régulièrement des livres à la figure. En 2015, la tribu Sciences-Po a sorti son livre massue, *Fascisme français. La controverse* (CNRS éditions), qui répond point par point à leur meilleur adversaire. *«Un livre bâclé en trois mois»*, expédie l'historien israélien. C'était la réponse collective de Jeanneney, Bernstein et Winock (mais aussi Jacques Julliard, Shlomo Sand et une dizaine d'autres contributeurs) à une lourde charge instruite dans un livre d'entretiens de l'intéressé avec le journaliste Nicolas Weill, *Histoire et Lumières* (Albin Michel, 2014).

Cette fois Zeev Sternhell n'est pas solo. Après les intellectuels idéologues d'un fascisme français, l'ouvrage collectif propose du grain à moudre sur le colonel François de La Rocque, admirateur de Franco et de Mussolini, son armée d'anciens combattants et la création du Parti social français (PSF), premier parti de la droite française d'avant-guerre (lire l'interview ci-dessous).

Se tenant à distance des deux tribus, le philosophe Pierre Taguieff (*la Revanche du nationalisme*, PUF), qui a partagé pourtant nombre de ses points de vue sur la droite révolutionnaire, lui a aussi reproché son manque de réalisme. *«Sternhell est un esprit brillant et érudit, comme l'avait montré sa thèse sur Barrès, et que j'ai suivi, mais ses outils conceptuels sont trop grossiers et ses lectures que j'ai moi-même effectuées beaucoup trop rapides, dit-il à Marianne. Lorsqu'il voit le mot "race" dans un vieux texte, il conclut que c'est du racisme. Il pense et interprète avec le filtre du gauchisme culturel comme tout bon intellectuel israélien de gauche. Sa thèse continuiste qui va en ligne tient pas vraiment la route Ça ne me semble pas sacrilège d'affirmer que le fascisme français, s'il a existé, n'a pas véritablement abouti »*

Comment voit-il la France de 2019, et croit-il aux fantômes, Zeev Sternhell ?

«L'histoire est un tout, pas un magasin d'accessoires où l'on prélèverait un article ou deux comme bon nous semble. En l'occurrence, c'est le présent qui nous permet de mieux comprendre ce qu'a été le passé. Ça ne sent bon nulle part. Le nazisme, le fascisme, l'antisémitisme font aussi partie de la culture européenne, et les vieux démons peuvent toujours resurgir. C'est dans ces moments-là que l'on réalise que tout est possible, tout. » E.L.

« Nous sommes face à une mémoire clivée »

Entretien avec Didier Leschi, historien et haut fonctionnaire

Actuel président de l'Institut européen en sciences des religions et proche de Jean-Pierre Chevènement, Didier Leschi est l'un des meilleurs spécialistes de ce mouvement du fascisme français. Il revient sur une personnalité centrale des années 30, le colonel François de La Rocque, président des Croix-de-Feu puis du Parti social français (PSF).

Marianne : La Rocque, on ne connaît pas ou si peu. Comment l'expliquez-vous ?

Didier Leschi : Même Zeev Sternhell connaissait mal ce personnage qui a conduit le plus grand parti de masse de la droite française d'avant-guerre. Un million d'adhérents, c'est considérable ! D'ailleurs, ce n'est pas un historien mais un sociologue du CNRS, Michel Dobry, qui m'a orienté sur François de La Rocque comme sujet de thèse. Spécialiste de la sociologie des crises politiques il avait beaucoup travaillé sur le 6 février 1934 et avait été saisi par l'importance des Croix-de-Feu puis du PSF, créé après la dissolution des ligues par le Front populaire en 1936. Jusqu'en 1940, le succès de La Rocque, grâce à la place qu'il a pris dans les affrontements de février 1934, a été foudroyant, laissant tous ses concurrents, et en particulier l'Action française, sur place. Il dirige le premier parti de masse de la droite en 1940 et domine de loin les troupes du Parti communiste et de la SFIO : François Mitterrand a été membre de l'organisation de jeunesse des Croix-de-Feu, les Volontaires nationaux, dont la figure de proue fut l'aviateur Jean Mermoz. Contrairement à ce qu'a asséné René Rémond, La Rocque ne pratiquait pas « un scoutisme pour adultes ».

Pourquoi reste-t-il un enjeu de controverse ?

Nous sommes devant un cas de mémoire clivée. Pour la gauche, La Rocque est resté la figure du fascisme parce qu'il était à la tête de la plus puissante des ligues. Quand on veut illustrer le « fascisme français », c'est souvent des images de La Rocque et des Croix-de-Feu qui sont utilisées. Mais cette mémoire est restée superficielle et s'est heurtée à l'appréciation de ceux qui dominent l'histoire politique et mènent une bataille historiographique pour faire de La Rocque, finalement, un « républicain ». Cela leur permettrait de conclure que les anti-Lumières avant-guerre étaient concentrés dans des groupes marginaux et ne bénéficiaient pas de l'appui d'un mouvement de masse aussi important. Mon appréciation, c'est que La Rocque participe à grande échelle au travail de sape contre la République et qu'il se situe en plein dans le champ politique du fascisme. Les mêmes historiens minorent le contenu antirépublicain du programme de La Rocque. Ils nous le vendent comme un républicain dans le fond qui, pour cette

raison, renonce à prendre d'assaut la Chambre des députés en 1934. Cela ne résulte pas tant de son républicanisme que du sentiment et de son analyse tactique qu'il ne se sent pas prêt, ce qui est très différent !

La Rocque nourrit-il encore une mythologie politique ?

Pas de manière explicite en tout cas, il n'y a pas de courant à l'extrême droite qui s'en réclame. La Rocque n'a pas élaboré une doctrine comme Maurras dont les échos peuvent encore se faire sentir. Comme pour d'autres perdants de la guerre, tels Doriot ou Déat, il n'y a pas de postérité. Mais on peut trouver des traces. L'idée que c'est à partir de la mise en avant d'un combat social qu'on pourra mieux faire passer auprès de certaines couches de la population des idées anti-Lumières, c'est la stratégie d'un groupe d'extrême droite actuel comme *le Bastion social*. La Rocque, pour se différencier de Maurras, opposait à son « politique d'abord » le « social d'abord ». Tout cela est une leçon pour le présent. Il n'y a pas eu d'immunité française au fascisme, encore moins à l'anti-sémitisme, dont la résurgence dans notre histoire nationale est souvent annonciatrice de crises profondes aux issues incertaines. L'antisémitisme est un avertisseur d'incendie. [?]

15 au 21 mars 2019 / Marianne / 51

Marianne 5 au 11 avril 2019-04-09

Réponse de Serge Bernstein

La parution récente de "l'Histoire refoulée", sous la direction de Zeev Sternhell, a relancé la polémique sur l'existence d'un fascisme français dans l'entre-deux-guerres (voir "Marianne" n° 1148). Rencontre avec l'historien Serge Bernstein qui s'est toujours opposé à la thèse défendue par son confrère.

Marianne : Dans son dernier ouvrage collectif, Zeev Sternhell utilise le colonel François de La Rocque et son parti, le Parti social français, afin de démontrer qu'il a existé dans l'Hexagone un parti fasciste de masse. Qu'en pensez-vous ?

Serge Bernstein : Depuis quarante ans, Zeev Sternhell répète inlassablement le même refrain : lui seul a découvert, contre tous les historiens français, que le fascisme était né en France au tournant des XIXe et XXe siècles, que la Première Guerre mondiale n'avait joué aucun rôle dans son apparition au regard de l'influence des éléments marginaux de la « droite révolutionnaire » qu'il avait tirés de l'oubli, et enfin que la France de l'entre-deux-guerres imprégnée de l'esprit fasciste était mûre pour le régime de Vichy, forme française du fascisme depuis ses origines, la défaite de 1940 n'ayant qu'un rôle secondaire dans sa naissance. Cette théorie, en contradiction avec les résultats des travaux historiques menés par la quasi-totalité des historiens français et étrangers spécialistes de la période, et reposant sur une histoire des idées manichéenne opposant les héritiers des Lumières à leurs adversaires, et non sur des faits concrets, a suscité de vives critiques. Pour y répondre, Sternhell, soucieux de défendre une réputation mise à mal par le doute sur la validité de sa méthode historique, n'a cessé de polémiquer, préférant les attaques personnelles à l'argumentation.

Son dernier livre fournit un nouvel exemple de sa conception anhistorique du passé. Alors que, durant bien des années, il avait ignoré les ligues et les partis qui en étaient issus dans les années 30, il s'est tout à coup avisé que le PSF du colonel de La Rocque, avec ses 1 200 000 membres, pourrait bien constituer le parti fasciste important qui justifierait ses thèses et ruinerait l'affirmation des historiens selon laquelle les organisations fascistes françaises n'avaient été que des groupuscules. Sitôt dit, sitôt fait, puisque Sternhell fait flèche de tout bois : en vertu de son infaillibilité, le PSF est étiqueté fasciste, d'autant plus aisément qu'il n'a jamais vraiment précisé sa définition du fascisme !

On attendait donc avec intérêt qu'il nous explique en quoi le PSF l'était. Déception ! Dans une communication de 100 pages, Zeev Sternhell réussit à n'effleurer son sujet que dans la dernière, préférant raconter, avec une complaisance évidente, la saga de ses combats qui lui ont permis de dévoiler un passé dont les Français,

affirme-t-il, ignoraient l'existence. A condition, sans doute, de ne pas avoir lu les centaines d'études, de livres, de témoignages qui, depuis trois quarts de siècle, ont labouré ce terrain. Il est vrai que les historiens qui ont travaillé sur la période de l'entre-deux-guerres ou sur Vichy et qui ont eu le tort d'appuyer leurs travaux sur une étude critique des archives concernées aboutissent à des conclusions cadrant mal avec l'univers fictif que s'est forgé Sternhell. Car, pour sa part, celui-ci se garde bien de citer la moindre source, ses références consistant en ses propres écrits ou en ceux de ses fidèles.

Il faut donc prendre ce livre mal ficelé pour ce qu'il est : un règlement de comptes qui n'établit nullement le caractère fasciste du PSF et non un ouvrage historique fondé sur une recherche scientifique sérieuse par l'analyse de sources multiples. La sélection d'informations à sens unique, l'utilisation par certains auteurs de citations tronquées détournées de leur contexte, voire « complétées » par le rédacteur, pour ne pas parler de celles qui paraissent purement et simplement inventées, traduisent le caractère polémique et largement improvisé de l'entreprise.

Le fait que La Rocque ait renoncé à prendre d'assaut la Chambre des députés en 1934 et refusé de se rallier au régime de Vichy — qui a néanmoins repris son « travail, famille, patrie » — sont-ils des éléments suffisants pour faire de lui un républicain ?

Pour la tradition née au début de la III^e République, on n'est républicain que si on considère que le Parlement, représentant légitime de la souveraineté nationale, détient la prééminence dans les institutions et que s'y soumet le gouvernement, le chef de l'Etat n'ayant qu'un rôle protocolaire. Toutefois, un courant qui prend de l'importance dans les années 30 juge que cette pratique conduit à l'instabilité gouvernementale et, partant, à l'impuissance politique, à une période où les crises de tous ordres menacent le pays et réclament une réforme de l'Etat dont l'aspect essentiel résiderait dans le renforcement du pouvoir exécutif.

C'est dans ce courant que se situe La Rocque. Le projet institutionnel du PSF publié en 1936 prévoit un renforcement des pouvoirs du président de la République qui désignerait le président du Conseil et, en accord avec celui-ci, les ministres, et posséderait le droit de dissolution et de message. En revanche, le Parlement verrait ses prérogatives limitées à la discussion et au vote de la loi et son droit de contrôle du gouvernement encadré par des règles définissant les conditions d'interpellation. Le suffrage universel serait élargi par l'instauration du vote des femmes et du vote familial, et la représentation proportionnelle introduite pour tous les scrutins. La Rocque réclame donc « des changements dans la Constitution et non un changement de Constitution ». A quelques nuances près, il annonce ce que sera, une génération plus tard, la structure de la Ve République qui, jusqu'à plus ample

informé, n'a jamais été considérée comme un régime fasciste, Sternhell ne s'y étant pas encore intéressé.

En défendant le « social d'abord », en opposition à Charles Maurras, le PSF n'a-t-il pas préfiguré des mouvements d'extrême droite comme le Bastion social ou CasaPound, de l'autre côté des Alpes ?

Parti de masse interclassiste mais recrutant majoritairement dans la classe moyenne, son but est l'union des classes sociales dans une communauté d'intérêts par opposition à la vision marxiste de la lutte des classes. Son inspiration est clairement celle du catholicisme social tel qu'il est exprimé par l'encyclique *Rerum Novarum* de 1891 et, en 1931, par l'encyclique *Quadragesimo Anno* de Pie XI. Dans cette optique, le « social d'abord » repose sur la défense de la famille, sur le souci de la protection sociale des travailleurs et surtout sur la « profession organisée », forme de corporatisme qui se distingue du modèle autoritaire et étatiste instauré en Italie fasciste ou en Allemagne nazie par la liberté d'organisation et d'action laissée aux professions au sein desquelles dialogueraient patrons et salariés, ces derniers rassemblés dans une Fédération des syndicats professionnels. A quoi il convient d'ajouter, en cette période de crises, une profusion d'organisations caritatives.

Parti de droite, conservateur, hostile au Front populaire, le « social d'abord » conduit le PSF à soutenir les conventions collectives, la création de délégués du personnel et, après des hésitations, la semaine de 40 heures. Il l'incline ainsi à une modération grandissante et le pousse à une intégration au système politique de la III^e République que reconnaîtra Daladier, mais que remet en cause la défaite de 1940. ¶

PROPOS RECUEILLIS KÉVIN BOUCAUD-VICTOIRE